

# LE BANQUIER ET LE CITOYEN. L'EUROPE FACE AUX CRISES FINANCIÈRES

Michael Vincent

04/03/2019

**Dix ans après la crise des subprimes, alors que l'euro fête ses vingt ans, les mécanismes mis en place au niveau européen sont-ils suffisants pour faire face aux risques d'une nouvelle crise financière ? La régulation est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux seuls banquiers, juristes et économistes et les citoyens ont, eux aussi, le droit de se forger une opinion. C'est le sens de cet essai : en démystifiant la finance, en analysant les événements financiers les plus marquants, en apportant données, témoignages et anecdotes, Michael Vincent rend visibles les dynamiques qui font tourner le carrousel infernal, afin que soient tirées toutes les leçons des dix dernières années.**

## Table des matières

Introduction

Au cœur de la City

Le jour où le Brexit a gagné

Sur le marché des dérivés

Le *trading floor* comme vous ne l'avez jamais vu

La crise des subprimes de l'intérieur

Quand la crise s'étend à l'euro

Si les digues cèdent

Conclusion

***La version papier du livre est en rupture de stock, mais n'hésitez pas à le **télécharger** gratuitement !***

**Retrouvez un entretien vidéo de l'auteur avec Pervenche Berès, députée européenne, coordinatrice S&D de la commission économique et monétaire**

## **Synthèse de l'essai**

Dix ans après la crise des subprimes, quel est l'état des lieux face aux risques d'une éventuelle nouvelle crise financière ? Ce qui n'était initialement qu'un dysfonctionnement économique interne aux États-Unis s'est plus tard étendu au continent européen et a indirectement conduit à une crise des dettes souveraines pour différents États membres de l'Union européenne (UE). Divers mécanismes de stabilité ont été mis en place mais sont-ils suffisants pour contrer les menaces ? Le fait que le renflouement des banques en détresse ait été largement financé par les contribuables pose la question du renouveau de la relation entre les banques et les citoyens. C'est tout l'objet de cet essai, qui cherche à démystifier la finance pour une meilleure appropriation de ces questions par les citoyens.

Il s'ouvre sur une présentation de la City de Londres, symbole de la finance mondiale et des dimensions qu'elle a pu prendre. Ce monde de la finance est devenu de plus en plus opaque du fait de l'avènement des échanges électroniques et des produits dérivés, rendant d'autant plus difficile

un rapport avec les citoyens. C'est d'autant plus problématique que la finance, par les dimensions prises, est devenue le symbole absolu du libéralisme économique. Symbole brisé par le processus de Brexit, réflexe protectionniste dont les conséquences seront avant tout économiques : là est le drame de la polarisation, de deux mondes qui ne se parlent plus puisque la finance n'a pas pris position. C'est dommageable puisque ce sera tout aussi percutant pour le citoyen. En prenant place dans le débat, en encourageant le dialogue entre toutes les parties et en faisant de la pédagogie pour bien exposer les risques aux citoyens, la situation ne serait peut-être pas telle qu'elle est aujourd'hui.

L'essai pose ensuite la question de l'évolution du monde de la finance, avec l'essor des produits dérivés. Même si cette pratique avait été initiée pour couvrir les entreprises et qu'il ne s'agit pas d'opposer les marchés à l'économie réelle puisque dans les deux cas, les clients sont bien réels, le problème vient de la généralisation de la pratique spéculative dont la seule finalité est la recherche du profit à court terme. C'est ainsi qu'il y a de plus en plus de paris sur l'avenir qui sont faits malgré le besoin économique réel. Ces produits dérivés, complexes, s'accompagnent d'une stratégie de couverture du risque. Un principe oublié dans la phase précédente la crise des subprimes, où les *Credit Default Swap* (CDS) s'échangeaient en dépit total du risque réel.

C'est cette dynamique qui explique en partie la crise de 2008 puisque l'accord des prêts immobiliers rentabilisaient le système sur le court terme mais la solvabilité des personnes concernées n'ayant pas été préalablement vérifiée alors que cela aurait dû être de mise, les conséquences ont été plus problématiques. La crise a ainsi pu se propager beaucoup plus rapidement et devenir une crise de la dette souveraine d'États, lorsque les gouvernements ont dû massivement renflouer les pertes. Face à la brutalité de la situation, certaines mesures ont été mises en place, telles le programme de la Banque centrale européenne (BCE) qui a consisté à racheter la dette des États membres de l'UE ou encore le recours aux chambres de compensations, qui sont des organismes financiers jouant le rôle d'intermédiaire entre acheteurs et vendeurs sur le marché et de surveillant des transactions afin d'éliminer les risques de contrepartie sur les marchés des produits dérivés. Sur le long terme, cela pourrait diminuer la tendance à la spéculation puisqu'elles apportent des garanties en cas de faillite d'un membre adhérent.

Toutefois, il faut néanmoins aller plus loin et poursuivre cette dynamique tout en permettant aux citoyens de se sentir pleinement concerné par l'évolution future du monde de la finance afin de contrer plus facilement les discours populistes. Pour cela, les responsables politiques doivent jouer un rôle d'intermédiaire et chercher à bien comprendre le système et à communiquer avec les différents acteurs afin de bien en informer les citoyens. Tout cela est nécessaire pour mieux prévenir une potentielle nouvelle crise financière dont certains signes – comme le phénomène de

correction observé sur le marché depuis le début de l'année 2018 – laisseraient à penser qu'elle reste possible.